Décaissements au titre de l'aide au développement officielle, par ministère (2013-2014)

Plusieurs ministères et organismes fédéraux ont effectué des décaissements au titre de l'ADO en 2013-2014.

Sont résumés dans la section qui suit les décaissements effectués et les activités admissibles aux termes de la LRADO. L'information financière définitive et des détails supplémentaires seront fournis dans un rapport statistique qui sera publié d'ici la fin de mars 2015 sur le site Web du MAECD.

TABLEAU 1 ² : DÉCAISSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE, PAR MINISTÈRE (2013-2014) ³	
MINISTÈRE	DÉCAISSEMENTS (millions \$ CA)
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	3 646,70
coûts administratifs inclus dans le montant	202,53
Finances Canada	502,81
Centre de recherches pour le développement international	204,68
Citoyenneté et Immigration Canada	105,54
Ministère de la Défense nationale	30,10
Gendarmerie royale du Canada	27,34
Agence de la santé publique du Canada	13,30
Environnement Canada	7,64
Ressources naturelles Canada	1,84
Parcs Canada	1,76
Travail Canada	1,12
Industrie Canada	0,87
Transports Canada	0,32
Total partiel	4 544,00
Services appuyant les activités du MAECD4	23,47
TOTAL	4 567,47
Pránará nar le MAECD au nom du gouvernement du Canada	

Préparé par le MAECD au nom du gouvernement du Canada.

Les erreurs d'arrondissement (aussi appelées erreurs d'arrondi) sont fréquentes dans les rapports financiers ou statistiques en raison de l'arrondissement à l'unité supérieure attribuable à la suppression de décimales. Par conséquent, les montants ayant été arrondis, la somme des chiffres contenus dans le tableau de ce rapport peut ne pas correspondre aux totaux.

^{3.} Il s'agit de données provisoires. Les montants définitifs seront publiés dans le Rapport statistique sur l'aide internationale d'ici la fin de mars 2015 sur le site Web du MAECD.

^{4.} Pour mener ses activités, le MAECD reçoit des services à titre gracieux de divers ministères fédéraux : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Justice Canada, Secrétariat du Conseil du Trésor et Emploi et Développement social Canada.